

## MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

### CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP) COMMUN À TOUS LES LOTS

#### *L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

DIRECTION INTERDÉPARTEMENTALE DES ROUTES ATLANTIQUE

#### *Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)*

Madame la directrice interdépartementale des routes Atlantique

#### *Objet de la consultation*

Entretien de l'assainissement  
Travaux d'entretien des dispositifs de collecte et d'évacuation des eaux de surface pour  
l'assainissement des chaussées sur le réseau de la DIR Atlantique  
Lot 01: Districts d'Angoulême et de Saintes  
Lot 02 : District de Gironde  
Lot 03 : District d'Oloron

Le présent CCTP comporte 28 feuillets dont les annexes n°1 à 7

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

## SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE 1. GÉNÉRALITÉS ET DESCRIPTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b><u>3</u></b>
1.1. Généralités – Description des travaux.....	<u>3</u>
1.2. Exploitation du chantier.....	<u>5</u>
<b>ARTICLE 2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES RELATIVES À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX</b>	<b><u>7</u></b>
2.1. Signalisation temporaire de chantier.....	<u>7</u>
2.2. Analyses physico-chimiques préalables des sédiments liquide et solide.....	<u>8</u>
2.3. Curage de fossé et de cunette enherbée .....	<u>8</u>
2.4. Nettoyage et curage de cunette béton.....	<u>9</u>
2.5. Hydrocurage de caniveau, de buse et de drain.....	<u>9</u>
2.6. Hydrocurage de passage d'eau sous GBA et DBA (district de Gironde).....	<u>9</u>
2.7. Hydrocurage d'ouvrages spécifiques.....	<u>9</u>
2.8. Curage de bassin (curage de sédiment).....	<u>10</u>
2.9. Faucardage.....	<u>10</u>
2.10. Évacuation des résidus (solide et/ou liquide) issus de curage et/ou d'hydrocurage.....	<u>11</u>
2.11. Inspection par vidéo.....	<u>11</u>
2.12. Protection des équipements existants.....	<u>12</u>
2.13. Remise en état des lieux.....	<u>12</u>
2.14. Capacité hydraulique et contrôle des bassins enterrés (district de Gironde).....	<u>12</u>
2.15. Gestion et suivi des déchets.....	<u>12</u>
<b>ARTICLE 3. MODALITÉ GÉNÉRALE DE RÉCEPTION DES TRAVAUX.....</b>	<b><u>13</u></b>
<b>ARTICLE 4. LISTE DES POINTS D'ARRÊTS.....</b>	<b><u>13</u></b>
<b>ANNEXE 1. ORGANISATION ET PRÉPARATION DES TRAVAUX.....</b>	<b><u>14</u></b>
<b>1. REMISE DES DOCUMENTS.....</b>	<b><u>14</u></b>
1-1. À la notification du marché.....	<u>14</u>
1-2. Durant la préparation de chantier.....	<u>14</u>
<b>2. OPÉRATIONS À EFFECTUER.....</b>	<b><u>14</u></b>
2-1. Piquetage.....	<u>14</u>
2-2. Nettoyage du chantier.....	<u>15</u>
2-3. Remise des documents après exécution.....	<u>15</u>
2-4. Réception des travaux.....	<u>15</u>
<b>ANNEXE 2. EXEMPLE DE BORDEREAU ET DE SUIVI DES DÉCHETS.....</b>	<b><u>16</u></b>
<b>ANNEXE 3. LOCALISATION DU RÉSEAU PAR DISTRICT CONCERNÉ.....</b>	<b><u>19</u></b>
<b>ANNEXE 4. SCHÉMAS DE PRINCIPE DES OUVRAGES.....</b>	<b><u>20</u></b>
<b>ANNEXE 5. CADRE DU SOPAQ.....</b>	<b><u>22</u></b>
<b>ANNEXE 6. SEUILS ET PARAMÈTRES SELON LE TYPE DE STOCKAGE.....</b>	<b><u>27</u></b>
<b>ANNEXE 7. FICHE PATRIMONIALE - CADRE DE RAPPORT CONTRÔLE ET CAPACITÉ HYDRAULIQUE DE BASSIN ENTERRE.....</b>	<b><u>28</u></b>

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (CCTP)

## ARTICLE 1. GÉNÉRALITÉS ET DESCRIPTION DES PRESTATIONS

### 1.1. Généralités – Description des travaux

Le présent CCTP définit les conditions techniques de réalisation de l'ensemble des travaux d'entretien des dispositifs de collecte et d'évacuation des eaux de surface de l'assainissement routier (travaux d'entretien courant, d'entretien préventif) des Routes Nationales et Autoroutes de la DIR Atlantique des quatre (4) districts concernés.

Chaque marché correspondra à un lot géographique conformément au CCAP, en l'occurrence un par district concerné, sauf le lot n°1 qui regroupe deux districts. Les lots géographiques sont les suivants :

- lot n°01, district d'Angoulême qui gère le réseau suivant :
    - RN 10 entre Poitiers Sud (Vienne) et Saint-André-de-Cubzac (Gironde) ;
    - RN 141 entre Angoulême et Chasseneuil-sur-Bonnieure ;
    - lot n°01, district de Saintes qui gère le réseau suivant :
      - RN 11 entre La Rochelle et Frontenay (Deux-Sèvres) ;
      - RN 137 à Saintes et à La Rochelle ;
      - RN 141 entre Saintes (Charente maritime) et Angoulême (Charente) ;
      - RN 150 entre Saintes et Royan ;
      - RN 237 et RN 537 à La Rochelle ;
      - RN 248 entre l'A10 et la RN11 ;
      - RN 2537 à La Rochelle.
  - lot n°02, district de Gironde qui gère le réseau suivant :
    - A 62 de la rocade de Bordeaux jusqu'à l'échangeur de la Brède ;
    - A 63 de la rocade de Bordeaux jusqu'à Salles ;
    - A 630 sur la rocade de Bordeaux ;
    - A 631 ;
    - A 660 de l'A 63 à Mios au giratoire de la Hume ;
    - RN 230 sur la rocade Est de Bordeaux ;
    - RN 89 de l'échangeur 9 vers Libourne à l'échangeur 26 de la rocade de Bordeaux ;
    - RN 250 de la fin de l'A 660 jusqu'à l'échangeur de la dune du Pilat.
  - lot n°03, district d'Oloron qui gère la RN 134 et la RN 1134 entre Pau et la frontière espagnole.
- Le détail du réseau concerné de ces quatre (4) districts figure en annexe du présent CCTP.

Pour chacun des lots géographiques, la consistance des travaux à réaliser par le titulaire du marché, à la demande du maître d'œuvre ou son représentant et conformément aux bons de commandes, porte, selon le chantier, sur la réalisation :

Lot 1 : Districts d'Angoulême et de Saintes :

- travaux de curage de fossé et de cunette ;
- travaux d'hydrocurage (buses, drains, ouvrages spécifiques, etc.) ;
- vidange de débourbeur/déshuileur ;
- inspection vidéo ;
- éclairage du chantier lors des travaux de nuit.

Les natures des déchets rencontrés lors des travaux seront les suivants :

- les déchets issus du curage, de l'hydrocurage, etc. ;
- les déchets issus des vidanges ;
- déblais tout venant.

Lot 2 : District de Gironde :

- travaux de curage de fossé et de cunette ;
- travaux de curage de bassin ;
- travaux de faucardage de bassin ;
- travaux d'hydrocurage (buses, drains, ouvrages spécifiques, etc.) ;
- capacité hydraulique et contrôle des bassins enterrés ;
- vidange de débourbeur/déshuileur ;
- inspection vidéo ;
- l'éclairage du chantier lors des travaux de nuit.

Les natures des déchets rencontrés lors des travaux seront les suivants :

- les déchets issus du curage, de l'hydrocurage, etc. ;
- les déchets issus du faucardage, etc. ;
- les déchets issus des vidanges ;
- déblais tout venant.

Lot 3 : District d'Oloron :

- travaux de curage de fossé et de cunette ;
- travaux de curage de bassin ;
- travaux de faucardage de bassin ;
- travaux d'hydrocurage (buses, drains, ouvrages spécifiques, etc.) ;
- vidange de débourbeur/déshuileur ;
- inspection vidéo ;
- mise en place de la signalisation temporaire de chantier ;
- l'éclairage du chantier lors des travaux de nuit.

Les natures des déchets rencontrés lors des travaux seront les suivants :

- les déchets issus du curage, de l'hydrocurage, etc. ;
- les déchets issus du faucardage, etc. ;
- les déchets issus des vidanges ;
- déblais tout venant.

Ces matériaux devront être évacués et/ou valorisés par l'entreprise, conformément aux dispositions prévues dans le cadre de la démarche SOPRE et feront l'objet d'un bordereau de suivi des déchets (modèle joint en annexe du présent CCTP), qui sera remis par l'entreprise au maître d'œuvre ou à son représentant, à l'issue des travaux.

## 1.2. Exploitation du chantier

Chaque bon de commande précisera la zone concernée par les travaux visés, les modalités horaires (jour ou nuit en semaine), le délai d'exécution ainsi que la période de préparation correspondante.

### NOTION DE CHANTIER

La définition de notion de « chantier » comprend la réalisation de tous les travaux mentionnés sur le bon de commande à réaliser au cours d'une période unique et ce quel que soit le tonnage des matériaux à évacuer ou à mettre en œuvre, le matériel à utiliser et la nature des travaux prévus au présent CCTP.

### MODALITÉS HORAIRES

Les travaux se dérouleront en général de la manière suivante :

#### a- Soit, de jour en semaine

Les travaux réalisés en journée pourront être compris dans la période de 6h00 à 21h00 et sur une amplitude allant jusqu'à 8 heures par jour. Les horaires seront précisés au bon de commande. Le matériel doit être opérationnel au début de la période (plein de carburant, eau...). La période de travail couvre l'exécution des tâches définies au bon de commande et les déchargements des balayeuses aspiratrices, remplissage d'eau rendus nécessaire par le volume de déchets générés. Pour les travaux de curage de fossés et dérasement, le titulaire veillera à mettre à disposition un nombre de camions suffisant pour évacuer les déchets et permettre un travail sans interruption. Pour les travaux réalisés sur une journée complète, l'exploitant fixera une pause méridienne d'une heure avec les intervenants.

**Nota :** Les horaires de jour en semaine seront précisés lors de la période de préparation, en fonction des conditions de réalisation et/ou selon l'arrêté permanent réglementant la circulation au droit des chantiers courants et lors d'interventions d'urgence en vigueur au moment des travaux.

#### b- Soit, de nuit en semaine

Pour les districts d'Angoulême, de Saintes et d'Oloron : les nuits du lundi soir au vendredi matin inclus, pourront être comprises entre 21h00 le soir et 6h00 le matin. Cela signifie que l'entreprise pourra accéder au chantier à partir de 21h00, le soir, et devra quitter le chantier à 6h00 du matin au plus tard. Les horaires d'interventions pourront être modulés selon les contraintes d'exploitation sans pour autant réduire l'amplitude de travail en dessous de 6h30 pour une nuit complète. L'exploitant pourra, en accord avec le titulaire, déroger aux périodes mentionnées ci-dessus. La période de travail couvre l'exécution des tâches définies au bon de commande et les déchargements des balayeuses aspiratrices, remplissage d'eau rendus nécessaire par le volume de déchets générés. Pour les travaux de curage de fossés, de bassins et dérasement, le titulaire veillera à mettre à disposition un nombre de camions suffisant pour évacuer les déchets et permettre un travail sans interruption. Pour les travaux réalisés sur une journée complète, l'exploitant fixera une pause méridienne d'une heure avec les intervenants.

Le maître d'œuvre ou son représentant pourra, suivant le chantier concerné, adapter une plage d'horaire plus courte ou plus longue, en accord avec l'entreprise titulaire du marché.

Pour le district de Gironde : les nuits du lundi soir au vendredi matin inclus, pourront être comprises entre 21h30 le soir et 4h00 le matin. Cela signifie que l'entreprise pourra accéder au chantier à partir de 21h30, le soir, et devra quitter le chantier à 4h00 du matin au plus tard.

Le matériel doit être opérationnel au début de la période (plein de carburant, eau...). Les horaires d'interventions pourront être modulés selon les contraintes d'exploitation sans pour autant réduire l'amplitude de travail en dessous de 6h30 pour une nuit complète. L'exploitant pourra, en accord avec le titulaire, déroger aux périodes mentionnées ci-dessus. La période de travail couvre l'exécution des tâches définies au bon de commande et les déchargements des balayeuses aspiratrices, remplissage d'eau rendus nécessaire par le volume de déchets générés. Pour les travaux de curage de fossés, de bassins et dérasement, le titulaire veillera à mettre à disposition un nombre de camions suffisant pour évacuer les déchets et permettre un travail sans interruption. Pour les travaux réalisés sur une journée complète, l'exploitant fixera une pause méridienne d'une heure avec les intervenants.

Le maître d'œuvre ou son représentant pourra, suivant le chantier concerné, adapter une plage d'horaire plus courte ou plus longue, en accord avec l'entreprise titulaire du marché.

**À noter :** Nous attirons l'attention du candidat que dans le cas de panne(s) de matériel ou de tout autre événement incombant à l'entreprise, entraînant une réduction de l'amplitude de travail de nuit (soit une amplitude de travail inférieure à 6h30), il sera appliqué une proratisation du prix de « plus-value de nuit » correspondante à la durée effective réalisée et constatée par le maître d'œuvre ou son représentant.

## **CARACTÉRISTIQUES DE VIABILITÉ**

L'état de finition des travaux à l'heure de fin d'intervention, devra permettre la circulation des véhicules en toute sécurité (pas de pollution /déchets sur les surfaces de chaussée). Au-delà des horaires d'intervention, des pénalités seront appliquées (voir CCAP).

Tous les engins et véhicules de l'entreprise seront stationnés en dehors du domaine public ou sur une aire définie en accord avec le maître d'œuvre ou son représentant.

## **PÉRIODE DE PRÉPARATION**

Pendant la période de préparation, le titulaire réalisera une visite du site de l'intervention pour identifier les différentes contraintes liées à l'intervention (relevé des regards de visites, avaloirs, coffrets électriques, dispositifs de retenue, évaluation de l'encombrement des dispositifs, nature des déchets à évacuer et tout autre élément pouvant constituer une contrainte pour la réalisation des tâches ou tout équipement nécessitant une protection/signalisation).

## **SIGNALISATION DE CHANTIER**

Elle est définie dans le CCAP, à l'article 8.4-4.

Les districts d'Angoulême, de Gironde et de Saintes assurent, la signalisation temporaire sur leurs réseaux, pour l'ensemble des travaux de jour ou de nuit.

À cet effet, l'entreprise doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour que le CEI concerné soit en mesure de réaliser cette prestation, et donc de fixer ensemble la date d'intervention au minimum une semaine auparavant.

L'entreprise titulaire du marché aura à fournir pour le district d'Oloron une signalisation temporaire de chantier sur route bidirectionnelle, pour l'ensemble des travaux de jour ou de nuit.

L'entreprise se rendra à chaque début d'embauche au CEI concerné en fonction des itinéraires à traiter, dès lors qu'une protection est nécessaire. L'entreprise se rendra directement sur le lieu d'exécution des prestations lorsqu'une protection ne sera pas nécessaire.

La signalisation de chantier doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié.

L'entrepreneur sera tenu de se conformer strictement aux prescriptions du fascicule des règles générales de sécurité applicables à tous les intervenants exécutant des prestations sur les routes nationales de la DIR Atlantique (document fourni au titulaire) ainsi qu'aux textes réglementaires du code de la route.

La 8ème partie de l'Instruction Interministérielle sur la Signalisation Routière dans son article 122c recommande entre autre que :

- tous les véhicules d'intervention devront être équipés de feux spéciaux (spécifiques aux véhicules à progression lente), et d'une signalisation complémentaire par bandes biaisées rouges et blanches rétro-réfléchissantes ;
- le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier ou d'un gilet rétro-réfléchissant classe II ;
- toutes les interventions devront être réalisées en continu, exception faite des jours où :
  - l'intervention serait perturbatrice pour la circulation (jours hors chantier) ;
  - les protections nécessaires ne pourront être assurées par l'exploitant.

## **ARTICLE 2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES RELATIVES À L'EXÉCUTION DES TRAVAUX**

### **2.1. Signalisation temporaire de chantier**

La signalisation temporaire de chantier sera assurée :

- Pour le district d'Oloron, par l'entreprise titulaire du marché pour l'ensemble des travaux de jour ou de nuit ;
- Pour les districts d'Angoulême, de Gironde et de Saintes, par les districts concernés pour l'ensemble des travaux de jour ou de nuit.

Lorsque la signalisation est assurée par l'entreprise titulaire du marché, elle veillera au nettoyage, à la maintenance et à l'entretien de la signalisation (durée du chantier).

Pour l'ensemble des districts, si les travaux nécessitent la mise en place d'une **dévi**ation par le réseau secondaire, la signalisation temporaire de chantier sera mise en place par le district concerné.

La signalisation temporaire de chantier est définie de la manière suivante :

- la mise en place de la pré-signalisation, la signalisation et le démontage (panneaux, protection du chantier, signalisation au sol, chicane, etc.)
- le nettoyage, la maintenance, l'entretien de la signalisation et, si besoin, son déplacement pendant la durée du chantier, avec le maintien en personnel et du matériel de secours si nécessaire.

Le titulaire du marché aura à fournir une signalisation par alternat manuel ou par feux tricolores KR11.

La signalisation temporaire de chantier comprend toute la pré-signalisation réglementaire ainsi que la signalisation de position et la signalisation, si nécessaire, de circulation alternée (par feux tricolores KR11 ou manuelle par panneaux K10).

Le maître d'œuvre ou son représentant, se réserve la possibilité de demander à l'entreprise le pilotage manuel des feux tricolores en cas de difficultés de circulation ou de contraintes

particulières. Les schémas de signalisation seront conformes à la huitième partie livre I sur la signalisation routière et les textes qui l'ont modifiée.

## **2.2. Analyses physico-chimiques préalables des sédiments liquide et solide**

Afin de déterminer la destination des déchets issus des divers travaux de curage et/ou d'hydrocurage, vers un site de stockage ou de valorisation, le titulaire réalisera des prélèvements et leurs analyses.

Dans le cas de :

- Débourbeur /déshuileur : préalablement à l'intervention, le titulaire effectuera des tests qui permettront de déterminer la filière de traitement adaptée aux résidus et déchets (par exemples hydrocarbures, huile et émulsions...). Les analyses sont effectuées dans un laboratoire agréé proposé par le titulaire et validé par le maître d'œuvre ou son représentant. Les résultats seront transmis au maître d'œuvre ou son représentant.
- Hydrocurage de caniveau à fente, de caniveau à grille, de caniveau en U, de buse, de drain, une visite sera effectuée par le titulaire avec le maître d'œuvre ou son représentant, afin de repérer d'éventuelles traces ou suspicions de pollution. Dans le cas de suspicions de pollution, un (des) prélèvement(s) sera (seront) réalisé(s) par le titulaire et analysé(s). Les analyses sont effectuées dans un laboratoire agréé et les résultats des analyses seront transmises au titulaire préalablement à son intervention.
- Curage de bassin, préalablement à l'évacuation des matériaux, il aura été procédé à leurs prélèvements et leurs analyses (terre, sédiments liquide et solides) par le titulaire. Les analyses sont effectuées dans un laboratoire agréé et les résultats des analyses seront transmises au titulaire préalablement à son intervention.

Sur la base des tests effectués (test de lixiviation NF EN 12457-2) et conformément à la réglementation en vigueur, les déchets pourront être réemployés, valorisés ou stockés conformément au SOPRE - « dispositions spécifiques ».

La caractérisation physico-chimique des prélèvements permettra de déterminer la filière d'évacuation des résidus de curage (ISDI, ISDND, ISDD) (annexe 6).

## **2.3. Curage de fossé et de cunette enherbée**

L'entreprise procédera au curage soit de cunette enherbée soit de fossé. Les cunettes enherbées sont de section courante en V sur une largeur minimale de 2m et une profondeur de 0,20m. Certaines cunettes enherbées sont étanches, le titulaire prendra toutes les précautions nécessaires pour ne pas endommager la membrane géotextile de la cunette. Les dégradations ou détérioration de la membrane qui proviendraient de la faute de l'entreprise seront réparées à ses frais.

Les fossés seront de section courante trapézoïdale de 1,50 m d'ouverture en gueule et 0,50 m de profondeur minimum.

Le curage sera exécuté à partir du point bas de façon à assurer un parfait écoulement des eaux vers l'exutoire.

L'éclairage du chantier pour les travaux de nuit sera à la charge de l'entreprise.

Les résidus de curage humides seront évacués et/ou valorisés, au vu des résultats des analyses physico-chimique effectuées conformément au SOPRE - « dispositions spécifiques ». Le stockage, le traitement et/ou la valorisation des résidus seront rémunérés selon les quantités inscrites au(x) bordereau(x) de suivi des déchets. Le maître d'œuvre ou son représentant se réserve la possibilité de réaliser des analyses pour contrôler la contamination des déchets.

L'entreprise remettra au maître d'œuvre et/ou son représentant, le(s) bordereau(x) de suivi des déchets, à l'issue de l'enlèvement.



## **2.4. Nettoyage et curage de cunette béton**

L'entreprise procédera au nettoyage ou au curage de cunette béton. Le nettoyage mécanique ou manuel ou tout système de racloir sera effectué de manière à retirer tous les matériaux et/ou végétaux présents et entravant l'écoulement des eaux.

L'éclairage du chantier pour les travaux de nuit sera à la charge de l'entreprise.

Les déchets seront évacués suivant le SOPRE - « dispositions spécifiques. » L'entreprise remettra au maître d'œuvre ou son représentant, le(s) bordereau(x) de suivi des déchets, à l'issue des travaux.

## **2.5. Hydrocurage de caniveau, de buse et de drain**

À la demande du maître d'œuvre, l'entreprise procédera à :

- l'hydrocurage de buse de diamètre variable (de Ø200mm à Ø2000mm) et/ou de drain de diamètre variable (de Ø150 à 400mm) ;
- l'hydrocurage de caniveau à fente de section d'écoulement de diamètre variable ;
- l'hydrocurage de caniveau à grille de section d'écoulement de diamètre variable ;
- l'hydrocurage de caniveau en U ouvert ;
- l'hydrocurage de caniveau sur ouvrage d'art y compris les avaloirs (district de Gironde);
- l'hydrocurage des regards et avaloirs sera également réalisé ;
- le nettoyage de la zone de chantier.

L'hydrocurage sera exécuté au moyen de nettoyeur à pression et les résidus retirés par aspiration. En outre, l'entreprise aura à sa charge l'approvisionnement en eau (sans créer d'incident sur le réseau d'alimentation et pour éviter toute pollution dans les eaux superficielles ou souterraines).

L'éclairage du chantier pour les travaux de nuit sera à la charge de l'entreprise.

Préalablement à l'hydrocurage de caniveau à fente, caniveau à grille, caniveau en U, buse, drain, une visite sera effectuée par le titulaire avec le maître d'œuvre ou son représentant, afin de repérer d'éventuelles traces ou suspicions de pollution. Dans le cas de suspicions de pollution, un (des) prélèvement(s) sera (seront) réalisé(s) et analysé(s). Les analyses sont effectuées dans un laboratoire agréé et les résultats des analyses seront transmises au titulaire préalablement à son intervention.

Les déchets seront évacués et traités suivant le SOPRE - « dispositions spécifiques ». L'entreprise remettra au maître d'œuvre ou son représentant, le(s) bordereau(x) de suivi des déchets, à l'issue des travaux.

Le rejet des eaux souillées issues des cycles d'hydrocurage ne pourra pas être déversé dans un bassin du gestionnaire de réseau.

## **2.6. Hydrocurage de passage d'eau sous GBA et DBA (district de Gironde)**

À la demande du maître d'œuvre ou son représentant, l'entreprise effectuera l'hydrocurage de passage d'eau sous dispositif de retenue béton type GBA et DBA.

L'hydrocurage sera exécuté au moyen de nettoyeur à pression et les résidus retirés par aspiration. En outre, l'entreprise aura à sa charge l'approvisionnement en eau (sans créer d'incident sur le réseau d'alimentation et pour éviter toute pollution dans les eaux superficielles ou souterraines).

L'éclairage du chantier pour les travaux de nuit sera à la charge de l'entreprise.

## **2.7. Hydrocurage d'ouvrages spécifiques**

À la demande du maître d'œuvre ou son représentant, l'entreprise effectuera l'hydrocurage d'ouvrages spécifiques (par exemple débourbeur/déshuileur, ouvrage d'entrée et/ou de sortie de bassin, de bassin enterré ou de fossé subhorizontal enherbé).

L'opération consiste notamment à :

- amener et replier le matériel nécessaire à la réalisation des travaux ;
- ouvrir et fermer des trappes d'accès ;
- aspirer des boues souillées (liquides et/ou solides) et procéder à leur traitement ou valorisation suivant le SOPRE « dispositions spécifiques » ;
- contrôler les travaux et vérifier l'étanchéité du bac, y compris la réfection si besoin ;
- nettoyer les ouvrages de raccordement (regards, têtes de buse...) ;
- nettoyer la zone de chantier.

En outre, l'entreprise aura à sa charge l'approvisionnement en eau (sans créer d'incident sur le réseau d'alimentation et pour éviter toute pollution dans les eaux superficielles ou souterraines).

L'entreprise soumettra à la validation du maître d'œuvre ou de son représentant les modalités de réalisation du nettoyage et des éventuels travaux touchant l'étanchéité.

Les déchets seront évacués et traités suivant le SOPRE - « dispositions spécifiques ». L'entreprise remettra au maître d'œuvre ou son représentant, le(s) bordereau(x) de suivi des déchets, à l'issue des travaux.

L'éclairage du chantier pour les travaux de nuit sera à la charge de l'entreprise.

## **2.8. Curage de bassin (curage de sédiment)**

Le curage des sédiments doit être réalisé avec du matériel adapté aux conditions d'accès au fond du bassin, au volume de sédiments à évacuer et à la nature du fond du bassin d'assainissement, y compris toutes sujétions liées à la présence d'eau excédentaire dans les bassins (pompage, évacuation des eaux, écoulement des eaux, etc.).

Il ne doit pas altérer la nature du fond du bassin d'assainissement ni endommager la géomembrane. Le titulaire prendra les précautions nécessaires pour ne pas détériorer le fond du bassin. Dans le cas où une ou des dégradations est de nature à porter atteinte à la nature du fond du bassin ou à la géomembrane, le titulaire devra supporter toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées à savoir la remise en état du fond du bassin et de la géomembrane.

Les sédiments humides seront stockés provisoirement sur un site désigné par le maître d'œuvre ou son représentant, afin d'y être égouttés. Préalablement à l'amenée des sédiments pour l'égouttage, le titulaire préparera la zone notamment en la recouvrant d'un géotextile afin d'éviter toutes contaminations du sol. Après égouttage, les sédiments seront évacués vers une installation de stockage adaptée sur la base d'analyses préalablement effectuées par le titulaire et transmises au maître d'œuvre ou son représentant, conformément au SOPRE - « dispositions spécifiques ».

## **2.9. Faucardage**

Le faucardage désigne l'opération qui consiste à couper la végétation poussant dans l'eau des bassins d'assainissement routier en eau, des fossés subhorizontaux et des ouvrages d'assainissement.

Selon l'importance et la nature du chantier à traiter, le faucardage peut être effectué, selon le choix de l'entreprise, soit manuellement soit mécaniquement (pelles mécaniques adaptées opérant à partir de la rive ou sur des flotteurs ou un ponton flottant ou bateaux faucardeurs).

Les travaux comprennent notamment :

- l'amenée et le repliement des matériels ;
- la coupe des végétaux et le ratissage afin de récupérer tous les végétaux coupés ;
- l'évacuation et le traitement des déchets notamment des coupes conformément au SOPRE ;

- le nettoyage la zone de chantier.

Le titulaire effectuera préalablement à la réalisation du faucardage une visite du(des) site(s) afin qu'il puisse évaluer les contraintes éventuelles (accessibilité au site, accès à l'intérieur du bassin...) y compris la présence éventuelle d'espèces exotiques envahissantes (gestion des déchets, mise en œuvre de mode opératoire spécifique...).

Le titulaire veillera à ne pas endommager les géomembranes, les canalisations et les dispositifs d'aération. L'utilisation d'engins mécaniques ne doit pas altérer la nature du fond du bassin d'assainissement ou la structure des lits. Le titulaire prendra les précautions nécessaires pour ne pas détériorer le fond du bassin. Dans le cas où une ou des dégradations est de nature à porter atteinte à la nature du fond du bassin ou à la géomembrane, le titulaire devra supporter toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées à savoir la remise en état du fond du bassin et de la géomembrane.

Les déchets végétaux seront évacués et traités suivant le SOPRE - « dispositions spécifiques ».

## **2.10. Évacuation des résidus (solide et/ou liquide) issus de curage et/ou d'hydrocurage**

En fonction des résultats d'analyses, préalablement effectuées par titulaire et transmises au maître d'œuvre ou son représentant, les résidus issus d'hydrocurage et/ou de curage des bassins et/ou des ouvrages d'assainissement, ceux-ci devront être évacués et/ ou valorisés en filière adaptée.

L'évacuation comprendra notamment :

- l'amenée et le repliement du matériel ;
- le chargement des sédiments et matériaux ;
- le transport quelle que soit la distance à parcourir ;
- le déchargement à destination des sédiments ;
- les frais inhérents à leur évacuation y compris d'acceptation dans un centre spécialisé, ainsi que leur mise en œuvre éventuelle à destination.

Ces matériaux feront l'objet d'un bordereau de suivi des déchets (modèle joint en annexe 2 du présent CCTP), qui sera remis par l'entreprise au maître d'œuvre ou à son représentant à l'issue des travaux.

## **2.11. Inspection par vidéo**

À la demande du maître d'œuvre ou de son représentant, le titulaire effectuera une inspection par vidéo de buse ou de drain de diamètre compris entre 150 mm et 2000 mm. L'inspection par vidéo pourra être réalisée pour des traverses de chaussées routières quelles que soient leurs largeurs ou des réseaux longitudinaux dans la limite de 500 m (avec présence de regards intermédiaires).

L'inspection par vidéo pourra être effectuée :

- soit dans le cadre d'une inspection pour diagnostiquer l'état de la buse ou du drain ;
- soit dans le cadre d'une inspection pour vérifier la qualité de l'hydrocurage de la buse ou du drain après travaux (cf art.3 du présent CCTP). L'inspection sera réalisée en présence du maître d'œuvre ou de son représentant.

L'éclairage du chantier pour les travaux de nuit sera à la charge de l'entreprise.

L'inspection fera l'objet d'un rapport de synthèse illustré comprenant des anomalies relevées qui sera remis au maître d'œuvre ou son représentant sous format numérique dans le délai d'une semaine suivant l'inspection et sous format papier dans le délai de deux (2) semaines à partir de la date de constatation de la réalisation des prestations. L'inspection est rémunérée dans les conditions fixées au bordereau des prix.

Dans le cadre d'une inspection par vidéo après travaux, si l'inspection met en évidence un nettoyage incomplet, l'inspection par vidéo sera à la charge du titulaire (cf art.3 du présent CCTP) et celui-ci devra engager des travaux complémentaires pour dégager la canalisation.

## **2.12. Protection des équipements existants**

Le titulaire déclarera auprès des gestionnaires de réseaux les travaux qu'il engagera pour le compte de la DIR Atlantique (DICT) comme stipulé à l'art. 7 du CCAP.

Le titulaire repérera et protégera les installations et équipements existants par tout moyen utile contre les dommages et les interruptions de service, y compris les dommages dus à une manipulation incorrecte des engins, au stockage des matériaux, etc.

Il est précisé notamment qu'il prendra toutes les mesures nécessaires pour qu'aucun dommage ne soit causé aux canalisations ou conduites de toutes sortes rencontrées pendant l'exécution des travaux.

Les dégradations ou les interruptions de service qui proviendraient de la faute de l'entreprise seront réparées à ses frais.

## **2.13. Remise en état des lieux**

Après toute intervention, le titulaire procédera à une remise en état des lieux si nécessaire. À l'issue des travaux chaque site devra être totalement accessible au maître d'œuvre ou son représentant pour qu'il puisse en assurer la gestion.

## **2.14. Capacité hydraulique et contrôle des bassins enterrés (district de Gironde)**

À la demande du maître d'œuvre ou de son représentant, le titulaire réalisera le contrôle et l'évaluation de la capacité hydraulique de bassin enterrés et ce quel que soit le nombre de sous-bassins et le nombre de collecteurs). Cette prestation comprend notamment :

- l'amenée et le repliement des matériels y compris les matériels de sécurité individuel des intervenants (appareil respiratoire isolant ARI, stop chute, harnais...) ;
- le pompage de l'eau contenue en fond d'ouvrage (regard, voile siphonide) et son transfert en aval ;
- la descente dans les ouvrages de visite et dans les ouvrages de rejet équipés de régulation et de vanne de fermeture ;
- la réalisation des sondages de niveau de sédimentation ;
- le contrôle visuel de l'étanchéité ;
- la rédaction et la transmission dans un délai de 2 mois à partir de la date de constatation de la réalisation des prestations, d'un rapport contenant la restitution des données (géolocalisation du bassin enterré et de l'ensemble des ouvrages de visite sur une carte, les photographies ou vidéos réalisées lors de la visite, l'état des ouvrages de régulations et des vannes de fermetures). Ce rapport comportera également l'analyse de la capacité hydraulique du bassin (sédimentation) et les recommandations en termes d'intervention et d'entretien pour les 5 ans suivant l'année de visite.

Les intervenants disposeront d'une habilitation à intervenir en milieu confiné.

## **2.15. Gestion et suivi des déchets**

Les déchets issus des diverses prestations seront évacués dans une installation appropriée pour traitement et/ou valorisation (par exemple pour les déchets verts compostage, méthanisation...). Les déchets pourront être valorisés par des opérations de tri, de criblages pour l'enlèvement des éléments grossiers.

Le titulaire soumettra au maître d'œuvre ou à son représentant, le SOSED (Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets) dans un délai de 10 jours à compter de la notification du marché. Le titulaire présentera et indiquera :

- les installations de stockage des déchets appropriées pour les divers déchets et matériaux issus des travaux de curage, d'hydrocurage, de faucardage, etc. ;
- les moyens de contrôles, de suivi et de traçabilité qui seront mis en œuvre pour l'évacuation des déchets.

Ainsi afin d'assurer la traçabilité des déchets et des matériaux issus du chantier, le titulaire fournira pour chaque catégorie de déchets dangereux, le volet « producteur » du bordereau de suivi des déchets (BSD). Celui-ci devra obligatoirement être remis au CEI ou au district où ont été réalisés les travaux dans un délai de 15 jours à partir de la date de constatation de la réalisation des prestations.

S'il manque des bordereaux ou s'ils sont incomplets, dans un délai de deux (2) mois après les travaux, le maître d'œuvre ou son représentant appliquera une pénalité conformément au CCAP.

### **ARTICLE 3. MODALITÉ GÉNÉRALE DE RÉCEPTION DES TRAVAUX**

Les vérifications et les contrôles seront faits sur le chantier.

S'agissant des travaux d'hydrocurage, afin de vérifier la qualité de l'hydrocurage, le maître d'œuvre ou son représentant se réserve le droit de faire effectuer sur tout ou partie du linéaire ayant fait l'objet de travaux, des inspections par télévisuelle (diamètre minimum Ø150mm).

Décisions à prendre après les inspections :

Le(s) linéaire(s) est (sont) accepté(s) si l'inspection caméra, en présence du maître d'œuvre ou de son représentant, ne révèle aucun encombrement.

Pour le(s) linéaire(s) refusé(s), l'entrepreneur effectuera de nouveau la prestation à sa charge. De plus, l'inspection initiale de contrôle sera à la charge de l'entreprise.

Le(s) linéaire(s) sera (seront) contrôlé(s) selon les modalités ci-dessus, jusqu'à l'obtention du résultat attendu. L'inspection attestant de la réalisation effective de la prestation sera à la charge du maître d'ouvrage.

### **ARTICLE 4. LISTE DES POINTS D'ARRÊTS**

Les points d'arrêts levés par le maître d'œuvre ou son représentant, pour chaque bon de commande, sont les suivants :

- acceptation de l'atelier et des modalités de mise en œuvre et d'exécution.

## **ANNEXE 1. ORGANISATION ET PRÉPARATION DES TRAVAUX**

### **1. REMISE DES DOCUMENTS**

#### **1-1. À la notification du marché**

À la notification du marché, l'entreprise doit fournir les documents suivants :

- La liste des sites d'élimination et de valorisation des déchets ;
- Le plan d'assurance qualité des travaux ;
- Le SOPRE « dispositions spécifiques » ;
- Le SOSED dans un délai de 10 jours suivant la notification ;
- La procédure d'exécution du faucardage ;
- La procédure d'exécution du curage de bassin ;
- La procédure d'exécution de l'hydrocurage de buse, drains, caniveaux à fente ;
- La procédure d'exécution de l'hydrocurage d'ouvrage spécifique et de débourbeur/déshuileur ;
- La procédure d'exécution pour le contrôle et la capacité des bassins enterrés (district de Gironde).

Ils seront soumis à l'agrément du maître d'œuvre ou son représentant.

Dans le cas de la non remise des documents, une pénalité sera appliquée conformément au CCAP.

#### **1-2. Durant la préparation de chantier**

Pendant la période de préparation au chantier, l'entreprise doit fournir les documents suivants :

- Le programme détaillé d'exécution des travaux ;
- Le planning des approvisionnements ;
- Les dispositions relatives à la signalisation interne du chantier et à la circulation des personnels d'une part et des engins de chantier d'autre part ;
- Les documents requis par le coordonnateur SPS ;
- À la demande du maître d'œuvre ou de son représentant, les procédures d'exécution spécifiques relatives au chantier.

Ces documents seront soumis à l'agrément du maître d'œuvre ou son représentant.

Dans le cas de la non remise des documents, une pénalité sera appliquée conformément au CCAP.

## **2. OPÉRATIONS À EFFECTUER**

#### **2-1. Piquetage**

Il devra être conforme aux articles 7-4 et 7-5 du CCAP. L'entrepreneur procédera, le cas échéant, au piquetage complémentaire dans les conditions fixées à l'article 27.5 du CCAG.

## 2-2. Nettoyage du chantier

L'entrepreneur devra veiller en permanence à la propreté du chantier et procéder aux nettoyages prescrits par le maître d'œuvre ou son représentant. A l'issue des travaux :

Pour les travaux réalisés aux abords immédiats des voies de circulation, avant l'ouverture à la circulation publique, chaque section sera rendue circulaire en toute sécurité :

- aucun engin, matériel et matériau ne devra subsister sur le site ;
- la dépollution des voies souillées sera à la charge de l'entreprise, y compris, si nécessaire, les travaux de remise en état de la signalisation horizontale ;
- l'évacuation des matériaux résidus sera effectuée conformément aux dispositions prévues dans le SOPRE « dispositions spécifiques ».

Pour les travaux réalisés sur des sites en retrait des voies de circulation (par exemple sur les bassins), à l'issue des travaux, l'accessibilité du site sera rendue en toute sécurité :

- aucun engin, matériel et matériau ne devra subsister sur le site ;
- la dépollution des voies souillées sera à la charge de l'entreprise, y compris, si nécessaire, les travaux de remise en état de la signalisation horizontale ;
- l'évacuation des matériaux résidus sera effectuée conformément aux dispositions prévues dans le SOPRE « dispositions spécifiques ».

## 2-3. Remise des documents après exécution

L'entreprise devra fournir au maître d'œuvre ou son représentant :

- dans un délai d'une semaine à partir suivant la réalisation de l'inspection vidéo

- la transmission du rapport de synthèse illustré avec les éventuelles anomalies relevées au format numérique.

- dans un délai de deux (2) semaines à partir de la date de constatation de la réalisation des prestations, dans le présent CCTP et dans le CCAP, en particulier :

- les bordereaux de suivi des déchets pour les matériaux non valorisables ;
- les documents spécifiques complémentaires ayant été précisés au bon de commande ;
- le rapport de synthèse illustré avec les anomalies relevées lors de l'inspection vidéo sous format papier.

- dans un délai de un (1) mois à partir de la date de réalisation des prestations, dans le présent CCTP et dans le CCAP la transmission des documents complémentaires qui auront été spécifiés au(x) bon(s) de commande.

- dans un délai de deux (2) mois à partir de la date de constatation de la réalisation des prestations, dans le présent CCTP et dans le CCAP, en particulier :

- le rapport relatif au contrôle et à la restitution de la capacité hydraulique de(s) bassin(s) enterré(s) sous format numérique et sous format papier.

Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés. Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf. Ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;

Dans le cas de la non remise des documents après exécution, une pénalité sera appliquée conformément à l'art 4.4.2 du CCAP « Documents fournis après exécution ».

## 2-4. Réception des travaux

La réception sera prononcée au vu de l'épreuve concluante des contrôles, conformément à l'article 9-2 du CCAP.

**ANNEXE 2. EXEMPLE DE BORDEREAU ET DE SUIVI DES DÉCHETS****Bordereau n°****1- MAÎTRE D'OUVRAGE (à remplir par l'entreprise) :**

Dénomination du Maître d'Ouvrage :	Nom du chantier
Adresse :	Lieu :
Tél. :                                      Télécopie :	Tél. :                                      Télécopie :
Responsable :	Responsable :

**2- ENTREPRISE (à remplir par l'entreprise) :**

Raison sociale de l'entreprise :	Date :
Adresse :	Cachet et visa :
Tél. :                      Télécopie :	
Responsable :	

Destination du déchet	Centre de tri Chaufferie bois  Autre :	Centre de stockage de classe 2  Centre de stockage de classe 3			Matière valorisation  Incinération (UIOM)
Désignation du déchet	Type de contenant	N°	U	Capacité	Taux de remplissage
					½      ¾      plein

**3- COLLECTEUR – TRANSPORTEUR (à remplir par le collecteur – transporteur) :**

Nom du collecteur – transporteur	Nom du chauffeur	date
		Cachet et visa

**4- ÉLIMINATEUR (à remplir par le destinataire éliminateur) :**

Nom de l'éliminateur	Adresse de destination (lieu de traitement)		Date
			Cachet et visa
	U	Quantité reçue	
Qualité du déchet	Bon	Moyen	Mauvais
	Refus de la benne	A : Motif :	

bordereau comprenant 4 exemplaires : (*remplir un bordereau par conteneur*)

- exemplaire n° 1 à conserver par l'entreprise
- exemplaire n° 2 à conserver par le collecteur – transporteur
- exemplaire n° 3 à conserver par l'éliminateur
- exemplaire n° 4 à retourner dûment complété à l'entreprise et au Maître d'Ouvrage





### Bordereau de suivi des déchets

Page n° /

- À REMPLIR PAR L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

<b>Bordereau n° :</b>	
<b>1. Émetteur du bordereau</b> <input type="checkbox"/> Producteur du déchet <input type="checkbox"/> Collecteur de petites quantités de déchets relevant d'une même rubrique ( <i>joindre annexe 1</i> )  <input type="checkbox"/> Personne ayant transformé ou réalisé un traitement dont la provenance des déchets reste identifiable ( <i>joindre annexe 2</i> ) <input type="checkbox"/> Autre détenteur N° SIRET : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : _____ Adresse : _____  Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____	<b>2. Installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue</b> Entreposage provisoire ou reconditionnement <input type="checkbox"/> oui ( <i>cadres 13 à 19 à remplir</i> ) <input type="checkbox"/> non  N° SIRET : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : _____ Adresse : _____  Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____  N° de CAP (le cas échéant) : _____ Opération d'élimination / valorisation prévue (code D/R) : _____
<b>3. Dénomination du déchet</b> Rubrique déchet : [ ] [ ] [ ] [ ] Consistance : <input type="checkbox"/> solide <input type="checkbox"/> liquide <input type="checkbox"/> gazeux  Dénomination usuelle : _____	
<b>4. Mention : au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant)</b>	
<b>5. Conditionnement:</b> <input type="checkbox"/> benne <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> GRV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) _____ Nombre de colis : _____	
<b>6. Quantité</b> <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s) : _____	
<b>7. Négociant (le cas échéant)</b> N° SIREN : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : _____ Adresse : _____	Récépissé n° : _____ Département : _____ Limite de validité : _____ Personne à contacter : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____
<b>- À REMPLIR PAR LE COLLECTEUR-TRANSPORTEUR -</b>	
<b>8. Collecteur-transporteur</b> N° SIREN : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : _____ Adresse : _____  Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____ Personne à contacter : _____	Récépissé n° : _____ Département : _____ Limite de validité : _____ Mode de transport : _____ Date de prise en charge : / /  Signature : _____ <input type="checkbox"/> Transport multimodal ( <i>Cadres 20 et 21 à remplir</i> )
<b>- DÉCLARATION GÉNÉRALE DE L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -</b>	
<b>9. Déclaration générale de l'émetteur du bordereau :</b> Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cadres ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. NOM : _____ Date : / /	
<b>- À REMPLIR PAR L'INSTALLATION DE DESTINATION -</b>	
<b>10. Expédition reçue à l'installation de destination</b> N° SIRET : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : _____ Adresse : _____  Personne à contacter : _____ Quantité réelle présentée : _____ tonne(s) Date de présentation : / / Lot accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : _____  Signataire : _____ Signature et cachet : _____ Date : / /	<b>11. Réalisation de l'opération :</b> Code D/R : _____  Description : _____  Je soussigné certifie que l'opération ci-dessus a été effectuée NOM : _____ Date : / / Signature et cachet : _____
<b>12. Destination ultérieure prévue (dans le cas d'une transformation ou d'un traitement aboutissant à des déchets dont la provenance reste identifiable le nouveau bordereau sera accompagné de l'annexe 2 du formulaire CERFA n°12571*01) :</b> Traitement prévu (code D/R) : _____ N° SIRET : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : _____ Adresse : _____  Personne à contacter : _____ Tél. : _____ Fax : _____ Mél : _____	

*L'original du bordereau suit le déchet.*



Formulaire CERFA n° 12571\*01

Décret n°2005-635 du 30 mai 2005  
Arrêté du 29 juillet 2005**Bordereau de suivi des déchets (suite)**

Page n° /

N° du bordereau de rattachement :

**- À REMPLIR EN CAS D'ENTREPOSAGE PROVISOIRE OU DE RECONDITIONNEMENT -**

<b>13. Réception dans l'installation d'entreposage ou de reconditionnement</b> N° SIRET : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : Adresse : Quantité présentée : <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s) Date de présentation : / / Lot accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : Date : / / Signature et cachet :	<b>14. Installation de destination prévue</b> N° SIRET : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mèl : Personne à contacter : N° de CAP (le cas échéant) : Opération d'élimination / valorisation prévue (code D/R) : Cadre 14 rempli par : <input type="checkbox"/> Émetteur du bordereau (cf cadre 1) <input type="checkbox"/> Installation d'entreposage ou de reconditionnement (cf cadre 13)
<b>15. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant) :</b> (à remplir en cas de reconditionnement uniquement)	
<b>16. Conditionnement :</b> <input type="checkbox"/> benne <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> GRV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) Nombre de colis :	
<b>17. Quantité :</b> <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée tonne(s) (à remplir en cas de reconditionnement uniquement)	
<b>18. Collecteur-transporteur après entreposage ou reconditionnement</b> N° SIREN : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mèl : Personne à contacter :	Récépissé n° : Département : Limite de validité : Mode de transport : Date de la prise en charge : / / Signature : <input type="checkbox"/> Transport multimodal (Cadres 20 et 21 à remplir)
<b>19. Déclaration de l'exploitant du site d'entreposage ou de reconditionnement :</b> Je soussigné certifie que les renseignements portés ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. NOM : Date : / / Signature et cachet :	

**- À REMPLIR EN CAS DE TRANSPORT MULTIMODAL -**

<b>20. Collecteur-transporteur n°</b> N° SIREN : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mèl : Personne à contacter :	Récépissé N° : Département : Limite de validité : Mode de transport : Date de prise en charge : / / Signature :
<b>21. Collecteur-transporteur n°</b> N° SIREN : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] NOM : Adresse : Tél. : Fax : Mèl : Personne à contacter :	Récépissé N° : Département : Limite de validité : Mode de transport : Date de prise en charge : / / Signature :

*Ce feuillet n'est à joindre que lorsqu'une des cases est remplie.*

## ANNEXE 3. LOCALISATION DU RÉSEAU PAR DISTRICT CONCERNÉ

DISTRICT	ROUTE	DÉPT.	PR DÉBUT	PR FIN	LINÉAIRE ASSOCIE (en km)	PROFIL EN TRAVERS TYPE	OBSERVATIONS
ANGOULÊME	RN 10	86	60+000	107 + 118	47	2x2V	De l'échangeur A10 entrée sud de Poitiers à la limite départementale
		79	0 + 000	6 + 387	6	2x2V	Traversée du département des Deux-Sèvres
		16	0 + 000	101 + 1086	103	2x2V	Traversée du département de la Charente
		17	0 + 000	19 + 762	20	2x2V	Traversée du département de la Charente maritime
		33	0 + 000	19 + 118	19	2x2V	De la limite départementale 17/33 à l'échangeur n° 39 (A10 / RN 10)
	RN 141	16	31 + 270	63+306	31	2v>7m puis 2x2V	Du giratoire RN 10 / RD 951 à l'échangeur des Chauvauds RN10 / RN141
		16	68 + 000	73 + 500	6	2x2V	De l'échangeur de l'Epineuil (RN10/RN141) jusqu'à l'échangeur de la Vigerie (N°86)
SAINTES	RN 11	79	54 + 000	65 + 673	12	2x2V ou 3V	De la RD 611 à la limite départementale 79/17
	RN 11	17	0 + 000	35 +137	35	2x2V	De la limite départementale 79/17 au carrefour bd Sautel à la Rochelle
	RN 137	17	46 + 000	46 + 1245	1	2x1V	De la fin de la RN 141 au début de la RN 150
			112+ 000	118 + 135	6	2x2V	De la limite RD 137 à l'intersection RN 11 / RN 237
	RN 141	16	73 + 500	116 + 373	44	2x2V ou 2V>7m	De l'échangeur de la Vigerie (N°86) jusqu'à la limite départementale 16/17
		17	0 + 000	21 + 070	21	2x2V ou 2V>7m	De la limite départementale 16/17 au giratoire RN 141/ RN 137
	RN 150	17	48 + 000	77 + 275	30	2x2V puis 2V>7m	De son origine sur Saintes jusqu'à l'aérodrome de Médès à Royan
	RN 237	17	0 + 000	8 + 435	8	2x2V	De l'intersection RN 11 / RN 237 au giratoire de l'île d'Oléron
	RN 537	17	0 + 000	2 + 592	2	2x1V puis 2V>7m	De l'intersection RN 237 / RN 537 au giratoire du port autonome
	RN 248	79	0 + 000	8 + 779	9	2V>7m	Du péage de la sortie n° 33 sur A10 à l'intersection sur RN 11
GIRONDE	A630	33	0+000	33+1217	34	2x2V, 2x3V	Rocade de Bordeaux
	RN 230	33	34+000	44+490	11	2x3V, 2x2V	Rocade Est de Bordeaux
	RN 89	33	33+000	50+260	19	2x2V	De l'échangeur 9 vers Libourne à l'échangeur 26 de la rocade de Bordeaux
	A62	33	0+000	9+993	11	2x2V	De la rocade de Bordeaux jusqu'à l'échangeur 1.1 vers La Brède
	A63	33	0+000	34+750	35	2x2V	De la rocade de Bordeaux jusqu'à Salles
	A660	33	0+000	22+302	22	2x2V	De l'A63 à Mios à l'échangeur de la Hume
	RN250	33	39+000	42+800	4	2x2V puis 2V>7m	De la fin de l'A660 (échangeur de la Hume) jusqu'à l'échangeur de la dune du Pilat (vers RD259)
OLORON	RN 134	64	39 + 000	66 + 471	27	2v>7m ou 3v>10m	De la sortie du giratoire RN134 / RD802 jusqu'au giratoire du Gabarn
		64	69 + 000	123 + 235	54	2v>7m ou 3v>10m ou 2v<7m	De la sortie de l'agglomération d'Oloron Sainte Marie jusqu'au col du Somport
	RN 1134	64	116 + 000	119 + 914	4	2v>7m	Des forges d'Abel jusqu'à la frontière espagnole dans le tunnel

## ANNEXE 4. SCHÉMAS DE PRINCIPE DES OUVRAGES

Débourbeur-déshuileur :

Géométrie de principe du débourbeur-déshuileur

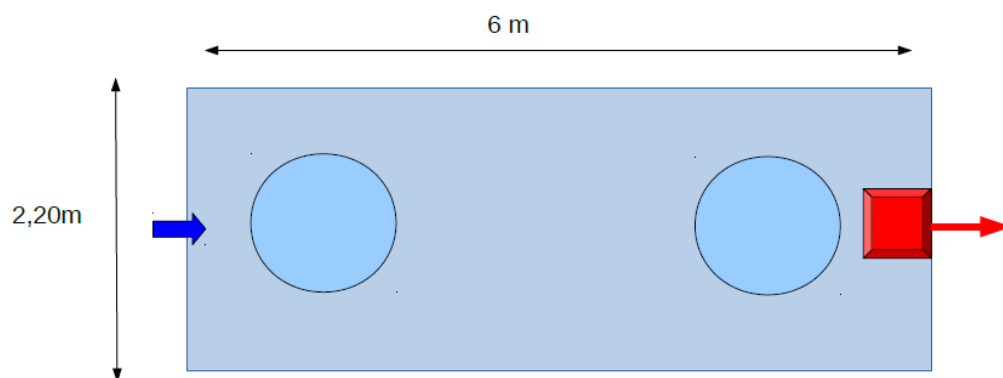
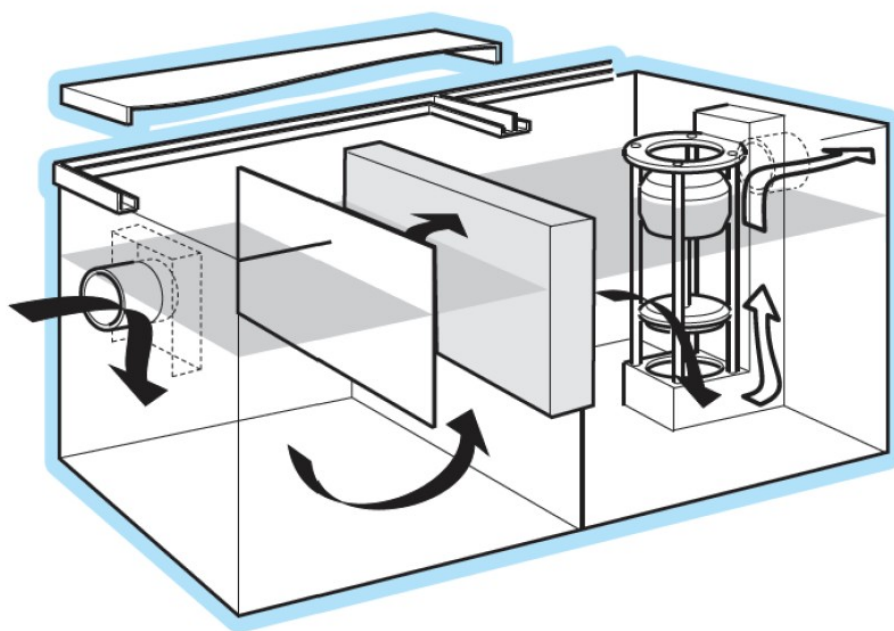
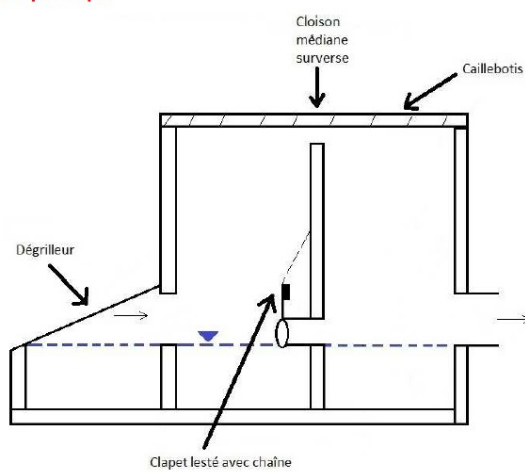


Schéma et fonctionnement de principe du débourbeur-déshuileur



Ouvrage de sortie :

**Schéma de principe**



**ANNEXE 5. CADRE DU SOPAQ****Entretien de l'assainissement****Travaux d'entretien des dispositifs de collecte et de surface des  
chaussées sur le réseau de la DIR Atlantique****CADRE DU SCHÉMA ORGANISATIONNEL DU PLAN D'ASSURANCE QUALITÉ**

<b>ENTREPRISE MANDATAIRE :</b>
<b>Groupement :</b>
<b>Représentant de l'entreprise ou du groupement :</b> <b>Nom :</b> <b>Téléphone :</b> <b>Télécopie :</b> <b>Courriel :</b>
<b>MAÎTRE D'OUVRAGE :</b>
<b>MAÎTRE D'ŒUVRE :</b>

## **1. ORGANISATION DE L'ENTREPRISE – DIRECTION DU CHANTIER**

**La direction du chantier sera assurée par :**

**Adresse :**

**Téléphone :**

**Télécopie :**

**Courriel :**

**Il est placé directement sous l'autorité du mandataire du marché et a en charge :**

- la gestion de la démarche qualité ;**
- les approvisionnements ;**
- les préparations de chantier ;**
- l'exécution des travaux ;**
- les relations avec la maîtrise d'œuvre.**

## **2. ORGANISATION DU CHANTIER**

**Direction des chantiers :**

**Téléphone :**

**Courriel :**

**Adjoint éventuel :**

**Conducteur de travaux du chantier :**

**Responsable qualité :**

**Téléphone :**

**Courriel :**

**3. NATURE DES PRESTATIONS SOUS-TRAITÉES**

(y compris les prestations de laboratoire)

Prestations sous-traitées	Entreprises sous-traitantes

(Les SOPAQ des entreprises sous-traitantes sont joints en annexe à ce SOPAQ et sur le même modèle. Si l'entreprise sous-traitante est désignée après la passation du marché, elle devra fournir un SOPAQ complémentaire)

**4. PROVENANCES PRÉVISIONNELLES DES FOURNITURES**

Matériaux	Appellation	Origines

**5. TYPES DE MATÉRIELS UTILISÉS**

TYPES DE TÂCHES	MATÉRIELS	CAPACITÉ/ RENDEMENT	ÉQUIPEMENTS COMPLÉMENTAIRES
<i>Curage</i>			
<i>Dérasement</i>			
<i>Hydrocurage</i>			
<i>Balayage</i>			
<i>Evacuation</i>			



## **8. MÉTHODES D'EXÉCUTION**

Les méthodes d'exécution sont conformes aux règles de l'art, aux normes et au CCTP et à celles décrites dans les fascicules du cahier des clauses techniques générales (CCTG fascicule 27).

Elles sont décrites dans les procédures d'exécution et de contrôle de l'entreprise et sont données comme consignes au personnel chargé de les exécuter.

Ces procédures d'exécution comprennent :

- les procédures générales de l'entreprise, dont copie seront jointes au PAQ ;
- des procédures spécifiques à ce chantier et décrites dans le chapitre correspondant du PAQ.

Les méthodes d'exécution suivantes seront décrites dans les fiches méthodes d'exécution jointes en annexe de ce SOPAQ.

<b>TÂCHE CONCERNÉE</b>	<b>DESCRIPTION DES OPERATIONS</b>
<i>Curage</i>	Préparation, moyens matériels, moyens humains, formation/expérience, rendement, suivi de la qualité des travaux...
<i>Dérasement</i>	
<i>Hydrocurage</i>	
<i>Balayage</i>	
<i>Evacuation</i>	

- Approvisionnement en eau : l'entreprise précisera les points de prélèvements auxquels elle a accès.

**ANNEXE du SOPAQ**

<b>PROCÉDURE D'EXÉCUTION</b>
<b>Entreprise :</b>
<b>Numéro de la procédure :</b>
<b>Nom de la procédure :</b>
<b>Moyens en personnel nécessaire :</b> <b>Répartition par tâche :</b>  <b>Formation / Expérience :</b>
<b>Moyens en matériels nécessaires :</b> <b>Rendement :</b>
<b>Moyens en matériaux nécessaires : (si besoin)</b>
<b>Mode opératoire :</b> <b>Préparation :</b>  <b>Exécution :</b>
<b>Contrôle interne :</b> – vérification de l'application des procédures ; – essais de contrôles internes nécessaires.

## ANNEXE 6. SEUILS ET PARAMÈTRES SELON LE TYPE DE STOCKAGE

Arrêté du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées.

Paramètres	Pour acceptation en ISDI Valeur limite à respecter (en mg/kg de matière sèche)	Pour acceptation en ISDND Valeur limite à respecter (en mg/kg de matière sèche)	Pour acceptation en ISDD Valeur limite à respecter (en mg/kg de matière sèche)
As	< 0,5	< 2	< 25
Ba	< 20	< 100	< 300
Cd	< 0,04	< 1	< 5
Cr total	< 0,5	< 10	< 70
Cu	< 2	< 50	< 100
Hg	< 0,01	< 0,2	< 2
Mo	< 0,5	< 10	< 30
Ni	< 0,4	< 10	< 40
Pb	< 0,5	< 10	< 50
Sb	< 0,06	< 0,7	< 5
Se	< 0,1	< 0,5	< 7
Zn	< 4	< 50	< 200
Chlorure (1)	< 800	< 15 000	< 25 000
Fluorures	< 10	< 150	< 500
Sulfate (1)	< 1000 (2)	< 20 000	< 50 000
Indice phénols	< 1	non défini	non défini
COT (carbone organique total) sur éluat (3)	< 500	< 800	< 1000
FS (fraction soluble) (1)	< 4000	< 60 000	< 100 000
pH	non défini	non défini	4 < pH < 7

(1) Si le déchet ne respecte pas au moins une des valeurs fixées pour le chlorure, le sulfate ou la fraction soluble, le déchet peut être encore jugé conforme aux critères d'admission s'il respecte soit les valeurs associées au chlorure et au sulfate, soit celle associée à la fraction soluble.  
(2) Si le déchet ne respecte pas cette valeur pour le sulfate, il peut être encore jugé conforme aux critères d'admission si la lixiviation ne dépasse pas les valeurs suivantes: 1500 mg/l à un ratio L/S = 0,1 l/kg et 6000 mg/kg de matière sèche à un ratio L/S = 10 l/kg. Il est nécessaire d'utiliser l'essai de percolation NF CEN/TS 14405 pour déterminer la valeur lorsque L/S = 0,1 l/kg dans les conditions d'équilibre initial; la valeur correspondant à L/S = 10 l/kg peut être déterminée par un essai de lixiviation NF EN 12457-2 ou par un essai de percolation NF CEN/TS 14405 dans des conditions approchant l'équilibre local.  
(3) Si le déchet ne satisfait pas à la valeur limite indiquée pour le carbone organique total sur éluat à sa propre valeur de pH, il peut aussi faire l'objet d'un essai de lixiviation NF EN 12457-2 avec un pH compris entre 7,5 et 8,0. Le déchet peut être jugé conforme aux critères d'admission pour le carbone organique total sur éluat si le résultat de cette détermination ne dépasse pas 500 mg/kg de matière sèche.

Paramètres à analyser et valeurs limites à respecter sur la fraction extraite de l'éluât (test de lixiviation NF EN12457-2) par type d'ISD

Paramètres à analyser en contenu total			
Paramètres à analyser en contenu total	Pour acceptation en ISDI	Pour acceptation en ISDND	Pour acceptation en ISDD
Paramètres	Valeur limite à respecter (en mg/kg de matière sèche)		
COT	< 30 000 (1)		Outre les valeurs limites de lixiviation, les déchets admis en installation de stockage de déchets dangereux doivent, après une éventuelle stabilisation, avoir une valeur en carbone organique total inférieure ou égale à 6 % en masse de déchet sec. Si cette valeur est dépassée, une valeur plus élevée peut être admise à la condition que la valeur limite de 1 000 mg/kg soit respectée pour le COT sur le lixiviat sur la base d'un pH 7 ou au pH du déchet.
BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylène)	< 6		
PCB (polychlorobiphényles 7 congénères)	< 1		< 50
Hydrocarbures (C10 à C40)	< 500		
HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)	< 50		

(1) Pour les sols, une valeur limite plus élevée peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0.

Paramètres à analyser en contenu total sur matériau brut et valeurs limites à respecter

## **ANNEXE 7. FICHE PATRIMONIALE - CADRE DE RAPPORT CONTRÔLE ET CAPACITÉ HYDRAULIQUE DE BASSIN ENTERRE**

### **Fiche patrimoniale**

Date de la visite :

Intervenant :

Bassin numéro d'identification :

- Schéma du bassin :

- Géolocalisation du bassin :

- Caractéristiques du bassin :

Sous bassin	Diamètre (mm)	Longueur (m)	Type de buses
-------------	---------------	--------------	---------------

- Analyse de la capacité hydraulique et structurelle du bassin :

Sous bassin	Buses	Taux d'encrassement (%)	Défauts structurels visuels
-------------	-------	----------------------------	--------------------------------

- Etat des régulations et des vannes de fermeture :

ouvrage	Hauteur d'encrassement (mm)	Présence de vanne (nombre)	Etat
---------	--------------------------------	-------------------------------	------

- Conclusion, préconisation d'entretien :

- Photos :